

Les 10 membres de notre groupe politique remercient les nombreux citoyens et élus qui ont manifesté ce 12 avril devant la communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin contre le vote du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à 2%. Nous avons dénoncé, lors de son instauration, la manipulation politique qui visait à grossir un matelas financier pour mieux servir les intérêts d'une oligarchie qui préside et conduit (mal) la destinée de la communauté d'agglomération.

L'instauration de cette taxe coûtera au minimum 40 euros par ménage sans contrepartie réelle pour la majorité des habitants du territoire. Son enjeu principal n'est pas d'améliorer la gestion des déchets mais de suppléer la baisse des dotations globales de fonctionnement imposée par le gouvernement socialiste depuis 3 ans. Mais cela ne suffit pas à calmer l'appétit de certains maires PS pour tenir leurs promesses électorales : ils créent un nouveau fonds de concours ou adhèrent à de nouvelles superstructures « Pôle métropolitain, agence d'urbanisme, ... ». Oui, ceux qui ont voté cette délibération se targuent dans leur commune de ne pas augmenter la fiscalité locale, mais se servent de leur position dominante pour prendre dans le porte-monnaie de tous les ménages pour mener à bien leur programme au niveau communautaire.

Le gouvernement nous retire des moyens financiers. Que font les élus écologistes, certains maires et élus socialistes (Carvin, Oignies, Libercourt, Leforest, Évin-Malmaison, Dourges, Montigny-en-Gohelle ) avec le soutien des élus de droite (Noyelles- Godault et Courcelles-lez-Lens) pour manifester leurs désaccords ? Rencontrer les ministres pour plaider la cause des difficultés budgétaires de l'agglomération et financières des habitants ? Non, ils parent au plus pressé pour épaissir le matelas financier nécessaire pour réaliser leurs projets singuliers et certainement pas communautaires. Selon notre groupe, en période de disette de recettes, il faut savoir faire des choix sans plomber davantage l'avenir du budget communautaire. Repousser l'adoption d'un fonds de concours pour les constructions de nouvelles piscines sans en remettre le principe en cause était une des solutions.

Malheureusement, nous savons que le vote du taux à 2% de la taxe n'est qu'un début, ils ont mis le doigt dans un engrenage et ne s'arrêteront pas demain.

En effet, il faut aussi prévoir un jour la fusion avec l'agglomération de LENS et là encore, il faudra augmenter la fiscalité car nos voisins sont en mauvaise posture financière et ceci est un enjeu : ils rendront concordantes les fiscalités des 2 agglomérations... par le haut évidemment.

Ceux qui ont voté ce budget ignorent la souffrance des habitants du territoire, ne vivent plus la réalité quotidienne et s'en sont à tel point éloignés que leur argument affirmant que le coût ne serait que de 2 cafés par mois, ne peut s'appliquer qu'à leur propre mode de vie : quand le libéralisme fait leur pain quotidien, ils n'ont plus de limites.

D'autres choix étaient possibles, ils ne les ont pas animés ! Gageons qu'ils reviennent sur leur vote et à de meilleures délibérations pour le budget 2017. Ah mais c'est vrai, il y a des élections présidentielles et législatives !

Les 10 élus communautaires du groupe « Communistes, Républicains, Citoyens : l'Humain d'Abord »